

## Résumé de thèse

### **« Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration »**

Thèse effectuée sous la direction de Nonna Mayer,  
soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris le 17 décembre 2002  
Membres du jury : Nina Eliasoph, Bernard Lahire (rapporteur), Nonna Mayer  
(directrice), Pascal Perrineau (président du jury), Johanna Siméant  
(rapporteur), Danielle Tartakowsky.

Cette thèse de science politique, effectuée à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sous la direction de Mme Nonna Mayer, est intitulée « Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration ».

Dans un contexte où les discours sur « l'affaiblissement de l'Etat » et le « renouveau de la société civile » prolifèrent, les associations sont aujourd'hui invoquées à tout propos. Elles sont notamment censées revitaliser le lien social, permettre de « faire de la politique autrement » ou encore développer les vertus civiques des citoyens. A l'heure où les champs politique et médiatique semblent leur faire toute confiance, il paraissait important d'étudier leur fonctionnement et leurs effets concrets, et ce d'autant que l'on assiste parallèlement à un renouveau des études sur le rôle des associations dans le champ scientifique, notamment autour des débats sur la notion de capital social. Mais la plupart des travaux considèrent les associations comme des « boîtes noires », sans analyser concrètement les processus qui s'y déroulent.

Partant de ce constat, j'ai développé trois axes de questionnement : les associations constituent-elles, selon la terminologie consacrée, des « écoles de démocratie » ? Des lieux de socialisation politique ? Des espaces de production de liens de solidarité élargie ?

Les associations issues de l'immigration, composées de et animées par des personnes ayant immigré ou dont les parents ont immigré, constituaient un terrain privilégié d'observation de ces phénomènes. En effet, elles se distinguent de l'ensemble du paysage associatif par les discours plus critiques dont elles font l'objet. Elles sont notamment accusées d'être des lieux de « repli identitaire » et de « communautarisme ». Elles sont donc propices à l'observation d'éventuels phénomènes d'élargissement des liens de solidarité. De la même façon, elles posent de manière aiguë la question générale des effets de socialisation politique de l'engagement dès lors que l'on a affaire à des individus qui cumulent les caractéristiques de faible politisation initiale (familles qui n'ont pas été socialisées en France, personnes jeunes, peu diplômées ...).

Travailler sur ces associations permettait aussi de mieux comprendre l'objet immigration. La question de l'intégration des populations immigrées est aujourd'hui monopolisée par des débats normatifs et parfois stériles entre les tenants du multiculturalisme et ceux de « l'intégration à la française ». L'angle associatif permettait de se donner un terrain concret

d'observation des phénomènes d'élargissement ou de repli des solidarités, et d'aborder de manière détournée et empirique ces questions générales.

### *Terrain d'étude*

Pour traiter ces questions, j'ai choisi de travailler sur trois associations, *Gazelles Insoumises*, *Nongo* et *Attitude Cachemire*. La première est une association à vocation sociale (assistance administrative, soutien psychologique, aide aux devoirs, projets humanitaires) à destination des populations immigrées, et notamment des femmes d'origine maghrébine ; elle est implantée à Saint-Denis. Les deux autres sont des prestataires d'activités de loisirs (la première en danse –danse orientale, danse africaine, hip-hop - et en musique rap ; la seconde en couture) installées à Nantes.

Aucune n'affiche de cause politique de prime abord : puisque l'objectif était d'étudier la relation entre lien social et lien politique, il paraissait heuristique de travailler sur des organisations à but non explicitement politique, afin d'examiner leurs effets politiques.

Ces associations sont également intéressantes parce qu'à l'image de la majeure partie du paysage associatif en France, à vocation culturelle et sportive. On pouvait donc faire l'hypothèse que les enseignements tirés du cas de ces trois associations, issues de l'immigration, pourraient avoir une portée plus générale.

J'ai étudié ces associations en ayant recours essentiellement à deux types de méthodes d'enquête : l'observation participante et l'entretien. La méthodologie est détaillée dans le 2<sup>ème</sup> chapitre de la thèse, qui présente également en détail les associations étudiées. Ce chapitre est en outre l'occasion d'opérer un retour réflexif sur les méthodes employées.

Sur la base de l'observation participante, j'ai travaillé pendant deux ans aux *Gazelles Insoumises* et pendant 9 mois à *Nongo* et *Attitude Cachemire*. Dans ce cadre, j'ai participé aux activités quotidiennes dans les trois associations (ateliers de danse hip-hop et de danse orientale à *Nongo*, ateliers de couture à *Attitude Cachemire*, discussions, rédaction de dossiers aux *Gazelles Insoumises*) de même qu'aux activités plus exceptionnelles (séjour humanitaire à Madagascar, pendant trois semaines pour rénover un hôpital avec une dizaine de jeunes bénévoles aux *Gazelles Insoumises*, spectacles, festival, activités extérieures organisées par les membres des associations). J'ai également pris part en quelques occasions aux instances de décision (Assemblées Générales et réunions informelles) et aux réunions avec les interlocuteurs extérieurs (subventionneurs, journalistes, élus locaux).

Parallèlement, j'ai réalisé une cinquantaine d'entretiens semi-directifs, selon la méthode du récit de vie, avec les adhérents des associations, entretiens centrés autour de leur engagement et de leurs pratiques militantes.

### *Résultats*

Cette thèse a permis de remettre en cause la vulgate couramment admise sur les effets politiques de l'engagement, qui sont loin d'être massifs ou systématiques. Elle aboutit à un tableau nuancé : les effets de l'engagement sont réels mais ils varient beaucoup selon le type d'association, son mode de fonctionnement, la socialisation de ses dirigeants ou le statut des individus membres.

Dans le 1<sup>er</sup> chapitre, j'analyse et synthétise la littérature traitant de la question des effets de l'engagement associatif sur les individus membres, en mobilisant aussi bien des travaux relevant de la philosophie et de la théorie politique que de la sociologie empirique, travaillant sur les textes consacrés directement aux associations mais aussi, au-delà, sur les notions de capital social, d'espace public ou encore de société civile. Schématiquement, sur la question des effets de l'engagement associatif sur les individus membres, deux traditions s'opposent. L'une voit dans les associations des lieux de socialisation politique et « d'élargissement du cœur », selon l'expression de Tocqueville<sup>1</sup>. Dans cette perspective, que l'on retrouve aussi bien dans les travaux de Almond et Verba<sup>2</sup> que dans les analyses plus récentes sur le capital social, notamment celles de Putnam<sup>3</sup> et de ses disciples, les associations sont censées, à des titres divers, constituer des contextes favorables à l'apprentissage de la tolérance, au développement de la confiance, des lieux de socialisation à l'action collective, voire des points de passage vers des engagements de type plus politique, ou encore des « écoles de démocratie ». A l'inverse, d'autres courants d'analyse plus proches des travaux de pensée politique sur l'espace public et la société civile permettent d'attirer l'attention sur le caractère potentiellement non démocratique ou non conforme aux préceptes devant régir l'espace public des associations. Certains auteurs, comme Nina Eliasoph<sup>4</sup> en particulier, considèrent même que les associations peuvent constituer des lieux d'évitement, voire « d'évaporation » du politique.

C'est armée de cet ensemble de questions que j'ai abordé mon terrain d'étude.

J'ai tout d'abord analysé les raisons de l'engagement associatif : j'ai ainsi été amenée à distinguer les raisons de l'entrée dans les associations (traitées dans le 3<sup>ème</sup> chapitre) et les raisons de rester (analysées dans le 4<sup>ème</sup> chapitre), dans la mesure où, dans ces associations en particulier, ces deux moments renvoient à des ordres de motivations très différents. Ces chapitres m'ont donné l'occasion de tester et d'amender un certain nombre de modèles explicatifs du militantisme.

---

<sup>1</sup> Tocqueville Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981.

<sup>2</sup> Almond Gabriel A., Verba Sydney, *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

<sup>3</sup> Voir notamment Putnam Robert, *Bowling Alone. The collapse and revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

<sup>4</sup> Eliasoph Nina, *Avoiding Politics. How American produce apathy in everyday life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

En travaillant sur les raisons de l'entrée, j'ai notamment été amenée à remettre en question la notion même d'engagement, avec ce qu'elle suppose d'intentionnalisme ou d'idée d'une cause à défendre ; en effet, la plupart des adhérents viennent dans ces associations pour en obtenir un service ou une aide, et non dans l'idée de « s'engager » (on rappelle ici qu'il s'agit d'associations bien spécifiques, pourvoyeuses d'aide sociale ou de loisirs).

En analysant les raisons de rester, j'ai cherché à articuler des éléments qui sont parfois pensés de manière trop disjointe dans la sociologie du militantisme. J'ai donc essayé d'établir des configurations reliant les caractéristiques sociales objectives des acteurs, leurs perceptions subjectives de leurs situations et l'effet des interactions avec leur environnement.

L'analyse des raisons de l'entrée et du maintien dans les associations constituait une étape nécessaire pour qualifier plus précisément la population associative, et indispensable pour identifier ensuite les effets de l'engagement proprement dits.

Je me suis alors intéressée aux effets de l'engagement, dans une perspective interactionniste ; mais j'ai cherché à combiner cette approche centrée sur les interactions à une approche centrée sur les individus, en prenant en compte leurs parcours, leurs caractéristiques et leurs dispositions différenciées.

Le 5<sup>ème</sup> chapitre cherche à savoir si les associations constituent ou non des « écoles de démocratie ». Après m'être dotée d'une définition opératoire de cette notion afin de pouvoir la tester, le premier travail a consisté à identifier les textes de loi régissant cette question<sup>5</sup>, ce qui aboutit à un premier constat d'importance : il n'y a juridiquement aucune obligation à ce que les associations fonctionnent démocratiquement, point qui est souvent négligé lorsque l'on s'interroge sur les effets de l'engagement associatif.

Ensuite, en étudiant le fonctionnement quotidien des associations, j'ai mis au jour un phénomène de concentration du pouvoir aux mains de quelques individus qui cumulent différents types de ressources, ce qui vient compléter et amender les travaux sur la professionnalisation du militantisme.

Du fait de cette concentration des ressources de pouvoir, les instances officielles dont les associations se dotent dans leurs statuts, et qui affichent des principes démocratiques, se retrouvent marginalisées au profit de discussions informelles entre les dirigeants. Dès lors, les associations ne constituent pas des modèles de démocratie pour leurs adhérents. Dans la plupart des cas, un équilibre non participatif s'instaure dans lequel l'absence de désir des encadrants de déléguer leur pouvoir rencontre l'absence de désir de s'impliquer de la part des adhérents.

---

<sup>5</sup> En m'appuyant notamment sur l'ouvrage de Merlet Jean-François, *Une grande loi de la Troisième République : la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901*, Paris, LGDJ, 2001.

Le 6<sup>ème</sup> chapitre concerne ensuite les effets de l'engagement en matière de politisation, prise dans le sens particulier de montée en généralité et d'interprétation de la situation en termes de conflit ; il démontre, dans la lignée des réflexions de Nina Eliasoph sur le cas américain, que le contexte associatif n'est pas en tant que tel propice à la politisation. Il peut même, au contraire, y faire obstacle. En effet, une série de mécanismes, qui affectent différemment la capacité à monter en généralité, à conflictualiser les situations ou à se connecter à la dimension institutionnelle du politique, se combinent pour aller dans le sens d'un évitement de la politisation.

Pourtant, en changeant la focale et en prenant en compte les caractéristiques différenciées des individus, j'ai été amenée à nuancer ce constat, notamment en prenant en considération les relations qui se nouent entre les encadrants les plus politisés -au sens institutionnel du terme- et les jeunes adhérents qui le sont moins ; ou encore en analysant les phénomènes de familiarisation à la vie politique, essentiellement locale, qui peuvent se produire lorsque quelques jeunes adhérents, proches des responsables, sont invités à participer à la vie de l'association.

Le 7<sup>ème</sup> chapitre aborde ensuite la question des effets de l'engagement en termes de production de liens de solidarité. Il démontre que les associations ne produisent pas nécessairement d'identification à un « nous » de l'association, et *a fortiori* qu'elles ne développent pas toujours de relations d'identification à des entités plus vastes (que ce soit le groupe des immigrés, celui des femmes immigrées, des « beurs »...). Il n'y a donc pas d'effet univoque de l'appartenance associative sur la structuration des identités collectives, et l'alternative souvent posée entre « repli identitaire » et « élargissement des solidarités » ou même entre solidarité étroite et élargie, s'avère simpliste.

De la même façon, il démontre la complexité des phénomènes de passage des identifications collectives aux pratiques de solidarité, qu'elles soient interindividuelles ou collectives. En travaillant notamment sur une action de solidarité internationale, le séjour humanitaire organisé à Madagascar avec des jeunes de Seine Saint-Denis, il a fallu sortir de l'opposition entre *self-help* et altruisme pour comprendre les imbrications entre ces deux logiques.

Ce chapitre est également l'occasion de tester un certain nombre d'hypothèses concernant les effets de la cohabitation au sein des associations d'individus issus d'horizons très différents. J'ai ainsi pu compléter les théories du capital social qui mettent l'accent sur le lien entre appartenance associative et confiance<sup>6</sup>, soulignant notamment la nécessité de distinguer confiance institutionnelle et interpersonnelle, confiance spécifique et généralisée, ou encore

---

<sup>6</sup> Sur ces questions, voir notamment Warren Mark E., (ed.), *Democracy and trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

rappelant qu'il n'y a pas nécessairement transitivity entre les effets produits à l'intérieur et à l'extérieur des associations.

Pour finir, le 8<sup>ème</sup> chapitre constitue une étude des trajectoires individuelles : il se propose de faire la synthèse des effets des divers processus identifiés préalablement grâce à un retour au niveau individuel. Il teste notamment deux hypothèses couramment avancées, celle des associations « lieux de repli », après une déception dans le champ politique, et celle des associations « tremplins » vers le politique. Si le premier cas de figure ne se rencontre pas dans les associations étudiées, celles-ci permettent de comprendre à quelles conditions le passage par l'univers associatif peut constituer un tremplin vers le politique, et d'expliquer la rareté de ces trajectoires dans les cas considérés.